



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES POUR LE MEXIQUE, L'AMÉRIQUE CENTRALE ET LES CARAÏBES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE MEXICO

SE DE GUATEMALA, DE PANAMA, DE SAINT-DOMINGUE ET DE LA HAVANE

N° 36 – 17 novembre 2021

En bref

Les transferts de fonds vers l'Amérique latine et les Caraïbes atteindront un nouveau sommet en 2021, avec 126 Mds USD soit une augmentation de 21,6 % par rapport à 2020. Le Mexique sera le principal bénéficiaire de la région, recevant 42 % du total, soit quelque 52,7 Mds USD, selon les données de la Banque mondiale.

Zoom sur :

Le Président Bukele a officiellement lancé le projet Energia del Pacifico de centrale électrique. Avec un investissement total de plus de 1 Md USD, ce projet représente le plus gros investissement privé de l'histoire du pays. Le cargo fournissant le gaz naturel est arrivé à Acajutla et permettra le début des opérations de l'usine qui devrait, à terme, pouvoir répondre à 30% de la demande en électricité du pays. Cette usine, opérée par l'entreprise américaine Invernergy et financée en partie par les Etats-Unis, engendrera 200 emplois.

LE CHIFFRE À RETENIR

+1000
MDS MXN

Montant que les douanes mexicaines parviendront à collecter en 2021 grâce à la lutte contre la corruption

Mexique

1 COVID-19

A la fin de la journée du 17 novembre, le Mexique enregistrait 291 573 décès en raison de l'épidémie de COVID-19, soit + 0,50% en une semaine. 3 851 079 cas confirmés ont été enregistrés (+ 0,52% en une semaine). Au 17 novembre, 57,95% de la population mexicaine a reçu au moins une dose de vaccin.

2 FINANCES PUBLIQUES

Le ministère des finances a placé un bon du trésor à trois ans pour un montant de 15 Mds MXN (750 M USD) et versera aux investisseurs un coupon de 5 %. Avec cette émission, le gouvernement a incorporé une nouvelle référence de bons du trésor, à un taux d'intérêt nominal fixe avec une durée de trois ans. Le gouvernement a expliqué que le nouvel indice de référence fait partie de sa stratégie visant à stabiliser le niveau de la dette du pays grâce à de nouveaux mécanismes d'enchères permettant de diversifier la base d'investisseurs. Des investisseurs nationaux et étrangers ont participé à hauteur de 20,188 Mds MXN (1 Mds USD), soit 1,3 fois le montant placé.

Le paquet économique 2022 autorise le gouvernement à contracter des emprunts intérieurs nets à hauteur de 850 Mds MXN (42,5 Mds USD), ainsi qu'une dette extérieure nette de 3,8 Mds USD. Il autorise également Pemex et ses filiales à emprunter jusqu'à 27,24 Mds MXN (1,36 Mds USD) en dette intérieure nette et jusqu'à 1,86 Mds USD en dette extérieure nette. Pour la commission fédérale de l'électricité, il autorise un endettement interne net jusqu'à 4 127 Mds MXN (206,35 Mds USD) et un endettement externe net de 794 M USD. En outre, il permet au

Mexique de contracter une dette nette de 4,5 Mds MXN (225 M USD).

Le gouvernement mexicain pourrait être sur le point de payer une facture de 36 Mds USD pour PEMEX, le producteur de pétrole le plus endetté du monde. Le PDG de Petroleos Mexicanos, Octavio Romero, a déclaré mercredi aux parlementaires que le gouvernement mexicain assumerait la responsabilité du paiement de ses obligations, ce qui a déclenché une forte hausse des notes des obligations de la société en difficulté. Pemex a une dette d'environ 36 Mds USD arrivant à échéance en septembre 2024.

L'agence de notation Fitch Ratings a ratifié mercredi la note de crédit de la dette souveraine du Mexique à "BBB-" avec une perspective stable. Les progrès réalisés par le gouvernement mexicain dans le cadre du plan de vaccination COVID ont été l'un des facteurs pour lesquels les risques liés au développement de la pandémie ont été atténués, a expliqué le ministère des finances dans un communiqué. Selon les données du ministère de la santé, au 16 novembre, 84 % de la population adulte du pays avait déjà reçu au moins une dose de vaccins. L'agence a estimé que la loi sur les revenus de l'année prochaine contribuera à augmenter l'assiette fiscale du pays, grâce à des mesures incitant les petits contribuables à entrer dans le secteur formel. Il a également noté que les recettes fiscales du Mexique ont été renforcées notamment dans le recouvrement de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA).

3 ECONOMIE

La tomate, l'avocat et les haricots sont les produits qui ont exercé le plus de pression sur les consommateurs en raison de leurs augmentations de prix allant jusqu'à 31 % le mois dernier. Selon l'Alliance nationale des petits commerçants (ANPEC) l'année 2021 devrait se terminer avec un taux d'inflation de 8 %. Entre le

15 octobre et le 15 novembre, le prix moyen des tomates a augmenté de 31,02 %, suivi par les avocats avec une hausse de 15,32 %, et les haricots 12,7 %. Les autres produits pour lesquels le prix à la consommation a augmenté sont les oranges, avec 9,09 %, et les oignons, avec 8,3 %.

Les chiffres préliminaires du "Buen Fin" montrent une augmentation de 10 % par rapport à l'édition 2020, où les ventes s'élevaient à 239 Mds MXN (11,95 Mds USD) sur les 12 jours. Les produits les plus vendus ont été les vêtements (notamment les chaussures), l'épicerie et les voyages, a indiqué la Confédération des chambres nationales de commerce, de services et de tourisme (Concanaco Servytur).

Au cours de la période janvier-septembre de cette année, la balance commerciale agroalimentaire (agricole et agro-industrielle) du pays a atteint un excédent de 5,41 Mds USD, a indiqué le ministère de l'agriculture et du développement rural. Il a souligné que la valeur des exportations agroalimentaires du Mexique au neuvième mois de 2021 était la plus élevée signalée en 29 ans, résultant de 32,753 Mds USD d'exportations et de 27,339 Mds USD d'importations. Selon les chiffres de la Banque du Mexique, la dynamique des exportations du secteur a rapporté des devises qui ont dépassé de 12,181 Mds USD celles obtenues de la vente de produits pétroliers et de 19,439 Mds USD celles du tourisme étranger pour ce mois, a souligné l'agence fédérale. Elle a indiqué qu'au cours des neuf premiers mois de l'année, le total des échanges agroalimentaires du Mexique avec ses partenaires commerciaux a atteint 60,092 Mds USD.

Les 17 bureaux de douane du pays recevront 33 Mds MXN (1,65 Mds USD) au cours de l'année prochaine pour les équiper en technologie et en sécurité, a déclaré Horacio Duarte Olivares, chef

de l'administration générale des douanes (AGA). Le fonctionnaire a reconnu qu'il existe des installations avec des équipements "à rayons X" qui ne fonctionnent plus, et qu'il devient nécessaire d'acquérir de nouvelles technologies telles que des drones aquatiques pour faire face à la "créativité" du crime organisé. Les douanes mexicaines parviendraient à collecter 1 000 Mds MXN (50 Mds USD) en 2021 notamment grâce à la lutte contre la corruption. Il a indiqué que jusqu'à présent cette année, les douanes ont collecté 853 Mds MXN (42,65 Mds USD), et qu'elles sont donc en passe de dépasser les 870 Mds MXN (43,5 Mds USD) observés en 2020.

4 ENTREPRISES ET GRANDS CONTRATS

PEMEX a enregistré une perte nette de 77,2 Mds MXN (3,86 Mds USD) au cours du troisième trimestre de 2021, soit plus que les 1,41 Mds MXN (70,5 M USD) perdus au cours de la même période l'année dernière. Il s'agit de la deuxième plus forte baisse pour une période similaire depuis le début du mandat, au cours du troisième tiers de 2019, la compagnie pétrolière publique ayant perdu 87,85 Mds MXN (4,39 Mds USD). Alberto Velázquez, directeur des finances de l'entreprise, a expliqué lors d'une conférence de presse que Pemex a enregistré une performance opérationnelle de 85,84 Mds MXN (4,3 Mds USD).. Le dirigeant a aussi expliqué que Pemex est l'une des entreprises qui subissent la charge fiscale la plus élevée au Mexique. En effet, au cours des neuf premiers mois de l'année, 20,1 % des revenus de l'entreprise ont été affectés au paiement d'impôts, des chiffres bien supérieurs à ceux d'entreprises comme América Móvil (3,3 %), Walmart (1,7), FEMSA (2,3), Grupo Bimbo (2,7), Alfa (1,4) et Cemex (1,8).

Le directeur de l'Agence fédérale de protection des consommateurs (Profeco), Ricardo Sheffield, a présenté lundi le comportement des

entreprises et des consommateurs lors de la onzième édition d'El Buen Fin. L'évaluation globale de Profeco concernant El Buen Fin 2021 est positive. M. Sheffield a déclaré que, par rapport à l'année précédente, le nombre de plaintes de consommateurs a diminué. En 2020, un total de 1 056 plaintes ont été enregistrées, alors que cette année, seulement 472 ont été signalées. Elle a également déclaré que l'achat moyen en 2021 a été de 7 000 MXN (350 USD) par famille dans 82% des cas.

La nouvelle stratégie mise en œuvre par le gouvernement mexicain au sein de Petróleos Mexicanos (Pemex) a permis de réaliser des économies de 59,41 Mds MXN (2,97 Mds USD) a déclaré Octavio Romero Oropeza, directeur général de Pemex. Lors de l'inauguration du Congrès mexicain du pétrole 2021 qui s'est tenu à Nuevo León, M. Romero Oropeza a affirmé que ces économies étaient dues à l'implication de Pemex dans ses opérations consistant à réaliser les activités dans les puits et les installations avec une qualité supérieure tout en réduisant les délais et les coûts. À titre d'exemple, il a indiqué que le temps nécessaire pour forer des puits dans le champ de Yaxche, situé dans les eaux peu profondes du Golfe du Mexique, est passé de 98 jours en 2019 à 34 jours en 2021, soit une réduction de 65 %.

La réforme de l'électricité proposée par le président Andrés Manuel López Obrador compromettrait plus de 22 Mds USD correspondant à des installations solaires, éoliennes et autres énergies renouvelables provenant d'investissements étrangers. Le projet de réforme constitutionnelle du mois dernier annulerait certains permis de production d'électricité accordés à des opérateurs étrangers et donnerait la priorité aux anciennes centrales gérées par la Commission fédérale de l'électricité (CFE), organisme public. Le projet de loi vise à obtenir une garantie constitutionnelle que la CFE

possède 54 % du marché, contre 38 % actuellement. Bien que les entreprises non étatiques conserveraient jusqu'à 46 % du marché de l'électricité en vertu de la proposition, les contrats actuels devraient être revus. Jusqu'à 15 000 mégawatts de production d'énergie propre sont en jeu, selon BloombergNEF.

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau 17/11/2021
Bourse (IPC)	-1,27%	+20,81%	51 045,10 points
Taux de change USD/MXN	+1,66%	+1,82%	20,81
Taux de change EUR/MXN	-1,35%	-2,23%	23,37
Prix du baril mexicain	-3,12%	+88,43%	75,67

Amérique centrale

1. El Salvador

Selon l'indicateur EMBI de JP Morgan, le risque pays d'El Salvador atteint un plus haut historique, à 11,21%. Ce chiffre, mesurant la prime de risque face aux bons du Trésor américain, illustre la forte hausse de l'endettement du pays, ses difficultés à trouver un accord avec le FMI mais aussi ses récentes mesures gouvernementales perçues comme

autoritaires par les observateurs étrangers. La proposition de Loi de finances 2022 prévoit un service de la dette similaire au budget de l'éducation.

2. Guatemala

La Commission des finances a présenté un avis favorable sur le projet de Budget 2022, d'un montant de 13,7 Mds USD (106 Mds GTQ). Il doit désormais être évalué en plénière au Congrès qui aura jusqu'au 1 décembre pour l'approuver ou le rejeter. En cas de dépassement du délai fixé par la Constitution, le budget en vigueur l'année précédente redevient celui en vigueur et peut être modifié ou ajusté par le Congrès en cours d'année. Le Budget 2022 devrait garder la même structure, avec 65% des ressources pour des dépenses de fonctionnement, 20% pour des investissements et 15% pour le service de la dette.

Ce 10 novembre, le Guatemala a ratifié l'accord d'assistance administrative mutuelle et d'échange d'informations en matière douanière avec le Mexique. Cet accord vise à rationaliser et simplifier les procédures effectuées aux postes frontières de deux pays échangeant environ 2,5 Mds USD de marchandise par an (relation bilatérale fortement déficitaire pour le Guatemala, avec un solde de -1,5 Md USD). Enfin cet accord, basé sur le modèle existant entre la frontière entre le Mexique et les Etats-Unis, aura également pour objectif de détecter les activités liées à la contrebande et à l'évasion douanière très présentes dans la zone (36 points de passage clandestins identifiés à cette frontière). Le manque à gagner de collecte de la Surintendance de l'administration fiscale guatémaltèque (SAT) due à la contrebande a atteint 2,2 Mds USD (17 Mds GTQ) en 2020, soit 29% des revenus fiscaux de la SAT.

Millicom, maison mère de l'entreprise Tigo basée au Luxembourg, a annoncé le rachat des 45% de parts appartenant à la famille Lopez Estrada pour 2,2 Mds USD, pour prendre seul le contrôle de Tigo Guatemala. L'entreprise luxembourgeoise a annoncé qu'aucun changement opérationnel ne serait effectué alors que sa filiale guatémaltèque est la plus rentable du groupe. Tigo Guatemala est le premier opérateur mobile du pays, avec 11,6 millions de clients, 3 100 emplois directs et plus de 4 400 tours de télécommunication.

La Commission des transports au Congrès a présenté un avis favorable au projet de transport par câble reliant la capitale à la ville de Mixco et atteignant 1,2 Md GTQ d'investissement. Ce projet, annoncé depuis de nombreuses années, doit cependant encore être approuvé par le Congrès alors qu'aucun projet d'APP n'a pu aboutir ces dix dernières années. Avec 12 stations prévues sur l'un des principaux axes de la ville, cette ligne de transport par câble permettrait à plus de 374.000 personnes de se déplacer quotidiennement.

3. Honduras

Le déficit commercial du Honduras atteint 5,5 Mds USD sur les neuf premiers mois de l'année, en hausse de 76% g.a. selon la Banque centrale. Cette forte augmentation est principalement due à la reprise économique et la forte hausse des importations (+48% g.a.), notamment d'hydrocarbures (+72% du à l'effet prix). Les exportations ont elles aussi profité de la reprise économique mondiale, croissant de 20% sur la période grâce notamment au café, à l'or et aux autres matières premières. Le café représente dès lors près de 5% du PIB du pays et 30% du PIB agricole.

4. Nicaragua

Le département du Trésor américain a sanctionné neuf nouvelles personnalités nicaraguayennes ainsi que le Ministère public pour leur rôle dans la répression contre les libertés fondamentales. Parmi les personnalités figurent le Ministre de l'énergie et des mines, le Surintendant des banques et le vice-ministre des finances notamment. Le président Ortega a remporté les élections du 7 novembre dernier en l'absence d'opposition, après l'arrestation ces derniers mois des sept principaux candidats concurrents et la dissolution de trois partis politiques. Ces sanctions sont annoncées alors que le Président Joe Biden a signé la loi RENACER permettant un élargissement des outils de sanctions américain.

Sur les neuf premiers mois de l'année, les transferts de fonds de migrants ont atteint 1,6 Md USD, en hausse de 16% g.a. selon la Banque centrale. 63% des remesas ont été envoyées des Etats-Unis, 15% d'Espagne et 13% du Costa-Rica. Ce montant à fin septembre représente 85% des remesas reçues en 2020. La diaspora nicaraguayenne représente 20% de la population dont près de la moitié en situation illégale.

5. Panama

Une historique augmentation des revenus de l'Autorité Maritime de Panama (AMP). Les prévisions de revenus de l'AMP ont été largement dépassées en 2021, avec une augmentation de 34% des revenus de l'autorité par rapport à 2020. Cette augmentation historique est due à une solide stratégie financière basée notamment sur l'augmentation de la flotte des navires de la marine marchande panaméenne, le renouvellement des licences maritimes ainsi que

les services portuaires. Cette bonne gestion financière a permis de transférer au Trésor Public près de 65 M USD. En tant que contributeur significatif au PIB panaméen, les services maritimes ont permis depuis 1998 (date de création de l'AMP), de contribuer à hauteur de 2,7 Mds USD au budget de l'Etat, ce qui représente une source de financement importante pour la mise en œuvre de politiques publiques sur l'ensemble du territoire national.

Investissement de 100 M USD pour la zone franche de Panama Pacifico en 2022. L'entreprise gestionnaire de la zone franche Panama Pacifico, London & Regional Panama, prévoit dans son plan de développement de la zone, un investissement de près de 100 M USD pour l'année 2022, qui inclut la construction de 30 000 m² pour le secteur industriel, 5 000 m² pour l'installation de bureaux, et 4 000 m² relatifs aux restaurants et commerces. Aujourd'hui, l'entreprise London & Regional a pour principale fonction d'attirer des entreprises dans la zone, et de son côté l'Agence de Panama Pacifico, en tant qu'entité de l'Etat est ensuite responsable d'administrer, de réguler et d'exécuter les politiques de développement de la zone économique. Malgré la pandémie, la zone franche de Panama Pacifico semble continuer son développement initié il y a près de 14 ans par London & Regional. Plus de 350 entreprises sont durablement installées dans la zone économique, employant près de 10 000 collaborateurs, et plus de 4 000 personnes y résident. Ainsi, tant la zone industrielle que la zone résidentielle se développent, développement qui répond à une demande croissante.

Plus de 4 Mds USD de déficit pour le secteur public non financier. Le déficit du secteur public non financier a augmenté de 174 M USD par rapport à l'année 2020, et équivaut à 6,91% du PIB. Selon un rapport du Ministère de l'Economie

et des Finances (MEF), les revenus du secteur public ont augmenté de 23,4% pour enregistrer un montant total de 7,6 Mds USD. De leur côté, les dépenses ont continué de croître, et ce, de manière plus importante que les revenus, afin d'enregistrer un total de 11,7 Mds USD (+16,2%). Le MEF rappelle également que la majorité des recettes permettent de couvrir les dépenses courantes du secteur public, autrement dit, les dépenses de fonctionnement, dont les salaires. Les dépenses d'investissement sont quant à elles assez réduites.

6. Costa Rica

L'accès à des ressources externes est vital afin d'éviter au Costa Rica une hausse des taux d'intérêt et taux de change. Les agences de notation telles que Moody's et Fitch, s'accordent pour annoncer dans les prochains mois un durcissement des conditions d'accès aux marchés internationaux pour le Costa Rica. Le Costa Rica est en effet en train de connaître une demande élevée en devises étrangères, à laquelle il a aujourd'hui du mal à faire face, notamment par manque de financement libellé en dollars, ce qui influe à la hausse sur son taux de change. Les agences de notation recommandent au pouvoir exécutif de demander l'autorisation auprès du Congrès pour effectuer un placement de dette étrangère ou pour souscrire des emprunts auprès d'organismes multilatéraux. Si les financements externes venaient à manquer, une augmentation des taux d'intérêt ainsi qu'une charge fiscale toujours plus élevée risquerait de mettre en défaut le pays. Il est à rappeler que Fitch maintient une note de risque B pour le Costa Rica avec une perspective négative. Quant à Moody's, la note de risque attribuée est celle de B2, le risque de défaut souverain n'étant ainsi pas à éviter selon les deux agences.

Caraïbes

1. Cuba

Développement de l'économie circulaire à Cuba.

La nouvelle entreprise à capital 100% cubain Reciclaje Mariel S. A (REMASA) vient d'obtenir une autorisation d'implantation dans la Zone Spéciale de Mariel (40 km de la capitale). Appartenant au groupe d'entreprise publique de recyclage (GER), elle aura pour activité la gestion et traitement des déchets (à exception des déchets dangereux), dont les produits résultants seront destinés au marché domestique et à l'exportation. Sa création, qui vise à favoriser le développement de l'économie circulaire sur l'île, permettra également d'ouvrir l'industrie du recyclage à l'investissement étranger. D'après les autorités locales du secteur à Cuba, près de 100 000 tonnes de déchets ferreux ont été récupérés en 2021, et notamment destinés à l'approvisionnement des aciéries, permettant ainsi la substitution d'importations à hauteur de 40 MUSD. De même, plus de 17 000 T de ferraille, équivalentes à 29 MUSD, ont pu être réutilisées dans l'industrie locale.

Appel d'offres du transitaire public

Aerovaradero. Le transitaire public cubain Aerovaradero a lancé un appel d'offre concernant une prestation de services de livraison de colis. Face à la multiplication des colis envoyés à Cuba ces dernières années, de nombreux incidents (colis abîmés, retardés, disparus, etc.), ont fortement dégradé la qualité des services de livraison. Confrontée à ces difficultés de fonctionnement, Aerovaradero souhaite faire appel à des prestataires externes (acteurs publics, sociétés mixtes ou privées) afin d'automatiser ses processus internes et ainsi optimiser ses services. L'appel d'offres a été

lancé le 15 novembre, avec remise des candidats avant le 25 novembre 2021.

2. Haïti

Le réapprovisionnement du pays en carburant a repris après plusieurs opérations de protestations contre la criminalité et la pénurie de produits pétroliers. Les syndicats des transports réclament un climat sécuritaire dans le pays. Cette pénurie de carburant a provoqué une rareté de l'eau courante, une hausse des prix des différents circuits de transports publics et des produits de première nécessité. En dehors de l'obstacle constitué par les gangs armés, l'augmentation du prix de baril de pétrole sur le marché international représente un vrai choc pour l'économie nationale.

3. République Dominicaine

Le réapprovisionnement du pays en carburant a repris après plusieurs opérations de protestations contre la criminalité et la pénurie de produits pétroliers. Les syndicats des transports réclament un climat sécuritaire dans le pays. Cette pénurie de carburant a provoqué une rareté de l'eau courante, une hausse des prix des différents circuits de transports publics et des produits de première nécessité. En dehors de l'obstacle constitué par les gangs armés, l'augmentation du prix de baril de pétrole sur le marché international représente un vrai choc pour l'économie nationale.

Le pouvoir exécutif a présenté au Congrès national un projet de loi modifiant les lois 237-20 et 166-21 du budget général de l'Etat 2021 afin d'introduire des changements dans la programmation des recettes et des dépenses publiques. La décision de présenter un nouvel

amendement budgétaire se base sur la dynamique des comptes fiscaux au cours des 10 premiers mois 2021, qui indique une réelle expansion de l'économie d'environ 10,7% pour l'année en cours. Le projet de loi soumis à l'étude propose une augmentation des recettes fiscales de 63 Mds DOP par rapport à ce qui était prévu dans le budget formulé en juillet 2021, portant les recettes à 830 Mds DOP.

COVID-19 dans la zone		
Pays	Nombre de cas de COVID-19 Nombre de décès liés au COVID-19 <i>Données officielles au 17/11/2021</i>	Pourcentage de la population vaccinée <i>Dernières données disponibles</i>
Costa Rica	565 096	74,36%
Cuba	959 553 <i>Décès : 8 286</i>	89,20% <i>(15/11)</i>
Guatemala	611 374 <i>Décès : 15 775</i>	30,76% <i>(16/11)</i>
Haïti	24 710 <i>Décès : 711</i>	0,91% <i>(12/11)</i>
Honduras	377 293 <i>Décès : 10 372</i>	39,33% <i>(12/11)</i>
Jamaïque	90 370 <i>Décès : 2 331</i>	21,40% <i>(17/11)</i>
Nicaragua	17 023 <i>Décès : 211</i>	18,64% <i>(05/11)</i>
Panama	475 166 <i>Décès : 7 349</i>	68,29% <i>(17/11)</i>
El Salvador	118 041 <i>Décès : 3 741</i>	67,36% <i>(16/11)</i>
République dominicaine	399 773 <i>Décès : 4 182</i>	62,38% <i>(16/11)</i>

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédacteurs : SE du Guatemala, SE du Panama, SE de Saint-Domingue, SE de la Havane

Pour s'abonner : <https://www.linkedin.com/company/economico-embajada-francia-en-cdmx/>